

**Nations unies - "Femmes, paix et
sécurité" - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 25 octobre 2018)

Madame la Présidente,

Mesdames les Ministres de Suède et des Pays-Bas,

Je remercie d'abord la présidence bolivienne d'avoir organisé ce débat ouvert sur l'agenda "femmes, paix et sécurité" qui est, comme vous le savez, au coeur des priorités de la France.

Je remercie également le secrétaire général et la directrice générale d'ONU Femmes pour leurs exposés, leur engagement et leurs recommandations concrètes, qui doivent guider notre Conseil.

Je souhaite enfin remercier Mme Randa Siniora pour son discours fort, qui montre, avec éloquence, à quel point les difficultés économiques et sociales et les violences faites aux femmes sont des barrières aussi fortes qu'inacceptables à la participation des femmes aux processus de décisions, qu'ils soient politiques ou économiques.

Je salue le prix Nobel de la paix décerné cette année à Nadia Murad et au docteur Mukwege, et, à travers eux, à toutes celles et ceux qui oeuvrent courageusement en faveur des droits des femmes, parfois au péril de leur vie. Leur engagement doit inspirer ce Conseil et l'encourager à accélérer la mise en oeuvre de l'agenda "femmes, paix et sécurité", dix-huit ans après son inscription à notre ordre du jour. C'est une priorité de tout premier plan pour la France.

Dans ce cadre, Madame la Présidente, un impératif absolu est de mettre fin aux violences sexuelles à un moment où, soyons lucides, ces violences sexuelles sont plus que jamais utilisées comme armes de guerre et tactiques de terrorisme. C'est pourquoi, avec les Pays-Bas, la Côte d'Ivoire et le Pérou, nous avons poursuivi lundi dernier, lors d'une réunion en format Arria, une réflexion opérationnelle sur les moyens de promouvoir le recours aux sanctions individuelles comme outil de dissuasion contre les violences sexuelles. Nous traduirons cette réflexion en sanctions.

Comme vous le savez, la France a soutenu l'inclusion d'un critère spécifique sur les violences sexuelles dans le régime de sanctions concernant la République centrafricaine. Et la prise en compte des questions de genre dans le mandat de la MINUSCA est à bien des égards un

modèle à suivre.

Notre mobilisation est également indispensable pour combler le fossé béant qui nous sépare d'une participation pleine et entière des femmes aux processus de paix.

Je ferai en premier lieu plusieurs constats, qui sont à nos yeux autant de raisons pour nous mobiliser, avant de proposer plusieurs pistes d'actions en vue de l'anniversaire de la résolution 1325 en 2020. Cet anniversaire constitue en effet une opportunité qu'il nous faut saisir ensemble pour donner une nouvelle et forte impulsion à l'agenda "femmes, paix et sécurité". Ne laissons pas passer cette opportunité.

1/ D'abord, Madame la Présidente, quelques constats. La participation des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes représentent non seulement un impératif moral et politique, mais constituent aussi un instrument essentiel de prévention des conflits, dont l'efficacité est avérée, et un facteur de paix durable. Chacun doit savoir que lorsque l'égalité entre les femmes et les hommes est réelle, les risques de conflits sont moindres. Chacun doit savoir que lorsque les femmes participent aux processus politiques, ces derniers sont plus durables. Et comment les opérations de maintien de la paix pourraient-elles protéger efficacement l'ensemble de la population civile sans que les femmes ne soient engagées comme actrices de la paix et de la sécurité, à tous les échelons, dans tous les piliers, militaire, civil, politique, économique ? Permettre aux femmes d'être actrices de la paix et de la sécurité c'est aussi garantir leurs droits économiques, sociaux et culturels. Or l'absence si fréquente d'accès à l'éducation, à la propriété, à l'emploi, à des structures financières appropriées et aux services de santé rend les femmes plus vulnérables aux conséquences des conflits, dont elles sont le plus souvent les premières victimes.

L'année dernière, le nombre d'accords de paix intégrant des dispositions liées au genre a diminué. Par ailleurs, les femmes sont encore bien trop souvent exclues des discussions, quel que soit le stade de la négociation, ou cantonnées à des discussions qui entretiennent les stéréotypes sur leur rôle dans la société. Il est également tristement symptomatique de constater, comme l'a si bien souligné le secrétaire général tout à l'heure, que durant les vingt-cinq dernières années, seuls 2% des médiateurs et 8% des négociateurs étaient des femmes. Je tiens à cet égard à saluer les efforts du secrétaire général et de son équipe pour atteindre la parité parmi ses représentants spéciaux. Il peut compter naturellement sur notre plein et entier soutien.

2/ Dans ce contexte, Madame la Présidente, je veux réitérer ici au nom de la France notre appel à l'action. Nous savons que ce Conseil a commencé à prendre la mesure de ces enjeux. Mais soyons lucides, le compte n'y est pas. Nous pouvons et devons faire plus et mieux : c'est un véritable saut qualitatif que nous devons effectuer ensemble, et il est à notre portée. Je voudrais notamment saluer l'engagement et les recommandations concrètes de la ministre suédoise des affaires étrangères à cet égard.

Ce Conseil inclut désormais des dispositions sur les droits et la participation des femmes dans plus de 70% des résolutions et près de 90% des déclarations présidentielles. Nous devons atteindre les 100% ! Alors fixons-nous cet objectif d'atteindre les 100% !

Dans le même esprit, il est important que ce Conseil adopte des textes spécifiques dans le cadre de cet agenda "femmes, paix et sécurité".

De même, nous devons continuer à inviter systématiquement les personnalités issues de la société civile, notamment les femmes, pour nous dresser un portrait fidèle de la réalité sur le terrain.

Les visites de terrain de ce Conseil doivent également donner toute leur place aux rencontres avec les femmes et aux défis qui les concernent spécifiquement. Il en a été ainsi en RDC il y a peu, et cette rencontre est l'une de celles qui m'a le plus frappé lors de notre récente mission en RDC et qui a été la plus inspirante - et je crois pouvoir parler ici au nom de la grande majorité de mes collègues. Il doit en être de même pour les plus hauts représentants de l'ONU dans les théâtres de crises - je tiens à saluer à cet égard l'initiative conjointe de la Directrice d'ONU Femmes et du Secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix de se rendre ensemble au Soudan du Sud.

Mais nous voyons tous qu'il faut aller plus loin. L'anniversaire de la résolution 1325, en 2020 nous en offre une occasion unique qu'il nous faut saisir ensemble. Le suivi de la mise en oeuvre de l'agenda "femmes, paix et sécurité" doit être plus robuste. Les 76 plans d'action et 11 cadres régionaux établis dans ce cadre doivent être suivis avec une plus grande attention, pour mieux identifier les problèmes et mieux valoriser les bonnes pratiques. Nous sommes prêts à travailler avec tous nos partenaires pour définir les contours d'un mécanisme qui permettrait réellement "d'évaluer ces processus nationaux et régionaux", pour reprendre les termes mêmes du rapport du secrétaire général. Les actes doivent suivre notre ambition. Nous devons développer cette dimension régionale et nous nous félicitons de l'appropriation de l'agenda par les organisations régionales et sous-régionales. C'est un point fondamental si nous voulons réellement être efficaces dans la durée. Enfin, il doit y avoir un visage à l'ONU pour incarner l'impératif de participation des femmes aux processus de paix, comme il y en a clairement un identifié pour la démobilisation des enfants soldats. Nous saluons les efforts du secrétaire général et de la directrice d'ONU Femmes dans ce domaine et nous sommes à leur disposition pour poursuivre ensemble la réflexion.

La France continuera d'être engagée de toutes ses forces pour les droits des femmes, au sein de ce Conseil et dans toutes les instances appropriées. Le président de la République, Emmanuel Macron, a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause de son quinquennat et il en a fait également une priorité de premier plan de la présidence française du G7 l'an prochain. L'agenda "femmes, paix et sécurité" comptera parmi les éléments importants de cette priorité. La France élabore actuellement son troisième plan d'action national pour l'agenda "femmes, paix et sécurité", qui sera présenté au premier trimestre 2019, et elle fera à nouveau de l'agenda "femmes, paix et sécurité" une priorité de sa présidence du Conseil de sécurité, au mois de mars 2019.

Dans le cadre du deuxième plan national d'action, la France a apporté son soutien direct sur plusieurs théâtres de crise. En Syrie, par exemple, la France a financé une initiative destinée à apporter une aide médicale d'urgence oeuvrant à la protection des femmes dans ce conflit, où elles sont trop souvent prises pour cibles, à travers notamment l'assistance dans les services de santé sexuelle et reproductive ou encore le soutien psychologique destiné à améliorer les

conditions de vie des femmes, en particulier de celles accouchant dans des conditions très difficiles. En Libye, la France a soutenu des ateliers de formation à destination des jeunes entrepreneurs de Misrata, dont 50% des participants étaient des femmes, avec pour objectif de renforcer le tissu économique libyen en venant en aide aux jeunes entrepreneurs et start-ups libyennes.

Notre troisième plan national d'action poursuivra résolument les engagements que la France prend en faveur de l'inclusion des femmes dans les processus de paix et de reconstruction d'Etats. L'étroite association de la société civile à l'élaboration du plan, à sa mise en oeuvre concrète, en France comme à l'international, et à l'évaluation de ces résultats est naturellement primordiale.

L'enjeu de l'agenda "femmes, paix et sécurité", et de sa bonne mise en oeuvre, est son appropriation réelle à tous les échelons de la société par les acteurs engagés dans les questions de maintien et de reconstruction de la paix et de la sécurité.

Madame la Présidente,

La conviction profonde de la France est qu'à un moment où le multilatéralisme est critiqué et mis à l'épreuve, les femmes ont un rôle fondamental à jouer pour donner une nouvelle impulsion à ce multilatéralisme, auquel la France croit plus que jamais. La parité, comme la diversité, est bien au coeur de l'ADN de l'ONU et doit donc être au coeur de notre action.

Simone de Beauvoir a écrit que "le présent n'est pas un passé en puissance, il est le moment du choix et de l'action". Alors, mes chers amis, au travail !

Je vous remercie./.